

RWANDA L'ONU EVACUE LES PREMIERS CIVILS DE KIGALI ASSIEGE

Pour la première fois depuis le début de la guerre, les Bérêts bleus ont obtenu que les deux parties laissent partir des civils rwandais de Kigali. Les premiers évacués, pour la plupart des Tutsis rescapés des massacres, étaient réfugiés depuis sept semaines à l'hôtel des Mille Collines. Récit.

Les derniers combats qui se sont déroulés à Kigali ont provoqué l'exode de quelque 400 000 Rwandais en direction du sud, a annoncé hier le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève. Ce mouvement massif dans une région déjà surpeuplée en raison des précédents exodes pose des problèmes de logistique insolubles pour l'instant au CICR. Les combats ont également provoqués la suspension, hier, des évacuations qui devraient reprendre aujourd'hui. D'autre part, une partie des membres du gouvernement intérimaire rwandais a fui la ville de Gitarama (à 54 km de Kigali) devant l'avance des rebelles tutsis, a indiqué hier un porte-parole de l'ONU. Il n'était toutefois pas possible de savoir si le Premier ministre par intérim Jean Kambanda se trouvait parmi les fuyards. Le gouvernement intérimaire s'était réfugié à Gitarama le 12 avril après le déclenchement de l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR) sur la capitale rwandaise, où des combats se poursuivaient hier.

Kigali, envoyé spécial

Durant trois jours, pour la première fois depuis le début de la guerre civile, les militaires de la mission des Nations unies au Rwanda (Minuar) ont évacué près d'un millier de civils rwandais, littéralement pris en otage dans la capitale Kigali. Cible symbolique de cette opération à haut risque, c'est vers l'hôtel des Mille Collines, au cœur du quartier tenu par les Forces armées rwandaises (FAR, forces gouvernementales), que s'est rendu le premier convoi, vendredi matin vers 10h30.

Propriété de la compagnie belge Sabena - qui a fait signer une reconnaissance de dette aux réfugiés avant leur départ -, les Mille Collines hébergent depuis sept semaines les rescapés, principalement tutsis, des exactions des milices hutues, les «interahamwe», dans la capitale. Les 112 chambres de l'hôtel ont rapidement été surpeuplées, dès le début des massacres le 7 avril, et comptent aujourd'hui près de 700 occupants.

«Nous sommes 23 à dormir dans ma chambre», affirme Paul Rusesabagina, le directeur qui a remplacé le gérant hollandais. L'hôtel des Mille Collines est depuis de longues semaines coupé de tout contact avec l'extérieur. Privés d'eau, sans téléphone, ne mangeant qu'épisodiquement, les locataires de l'hôtel doivent leur survie à la protection d'un petit contingent d'une quinzaine de courageux bérêts bleus, ghanéens, congolais, zimbabwéens, sénégalais qui se sont interposés avec autorité entre eux et les milices, venues régulièrement à la porte de l'hôtel pour réclamer des têtes à couper.

Opération symbolique, car les rares intellectuels de la capitale se sont réfugiés ici: Hutus et Tutsis confondus, membres de l'opposition ou familles de notables ayant échappé aux massacres. Après de pénibles négociations, les deux parties ont accepté du bout des lèvres l'idée d'un échange de convois de réfugiés, 240 d'entre eux, selon leurs vœux, étant conduits dans la zone du Front patriotique rwandais (FPR, rebelles), l'autre convoi rapa-

triant 240 réfugiés hutus du stade Amahoro (aux mains des rebelles), à Gitarama, au sud de Kigali en zone gouvernementale.

Vendredi matin, lorsque la douzaine de véhicules de l'ONU est arrivée dans la cour de l'hôtel, une centaine de personnes se sont précipitées aux fenêtres, d'autres ont empoigné le téléphone interne - qui fonctionne encore - pour s'assurer que parents et amis ont bien rejoint la foule déjà massée dans le grand hall. Un solide officier congolais de la Minuar a alors appelé nominativement une première liste de volontaires désirant rejoindre le territoire FPR.

Flanqué d'un officier de gendarmerie et d'un militaire, l'officier de l'ONU doit aussi coopérer avec un personnage en tenue civile, le pistolet-mitrailleur à l'épaule: le bourgmestre du quartier de Kacyiru, en fait patron des milices de cette partie de Kigali. Une liste entre les mains, il contrôle scrupuleusement les rescapés quittant la place, pour s'assurer du nombre et de l'identité des 240 «otages», objets du marché. La seule évacuation tentée par

les Nations unies, le 3 mai dernier, avait tourné au désastre, les camions ayant dû faire demi-tour sous les attaques des interahamwe, que ni l'armée ni la gendarmerie n'avaient réussi à éloigner du convoi. Cette fois, le chef des milices du quartier a été invité à participer à l'échange de civils, «une fatalité malheureusement incontournable», selon l'un des militaires onusiens. Il a accepté le marché, espérant ainsi se racheter une conduite.

Mais cette première opération n'a tenu qu'à un fil. Celui de la radio du général canadien Roméo Dallaire. Alors que les véhicules s'approprièrent à quitter la cour, des échanges violents de tirs de mortier ont éclaté, coupant le passage du convoi à travers les lignes. Roméo Dallaire a haussé le ton, en l'occurrence contre les rebelles du FPR, les prévenant que si les tirs ne cessaient pas immédiatement, il les tiendrait pour responsables de l'échec de l'évacuation. Escorté par la gendarmerie rwandaise jusqu'au barrage gouvernemental, interrompu à plusieurs reprises par les tirs d'armes automatiques et des pluies d'obus, le convoi a finalement croisé sur la ligne de démarcation l'autre colonne des Nations unies, en route pour Gitarama. Pris en charge par les rebelles, les réfugiés ont été débarqués dans un village complètement dévasté, à Kabuga, à une douzaine de kilomètres de Kigali. Hommes et rebelles se sont donné de longues accolades. «Je suis tellement heureuse, je n'y croyais plus», dit une femme qui n'a réussi à échapper aux miliciens qu'en leur donnant 80 000 francs rwandais. «Nous avons cru mourir chaque jour, maintenant peu importe de vivre dans un camp.»

Les convois ont continué toute la journée sous les tirs continus des deux factions, dont on ne sait jamais laquelle ouvre le feu et laquelle répond. Rien ne dit que les convois pourront continuer à circuler ces jours prochains, les rebelles du FPR n'ayant pas caché qu'ils sont sur le point de lancer leur assaut final sur la ville. Or, il resterait près de 20 000 personnes, encore otages des milices en zone gouvernementale à Kigali. Et leur sécurité devient de plus en plus aléatoire au fur et à mesure que l'armée cède du terrain, laissant les milices seules sur place pour affronter l'avancée des rebelles. Vendredi, c'est le CICR, la Croix-Rouge internationale, qui tentait d'appeler au secours les Nations unies. Une bande de miliciens est entrée à la délégation et dans l'hôpital, qui héberge 600 personnes et blessés, réclamant une forte somme d'argent et repérant de futures victimes. Ils ont promis de revenir.

Jean-Philippe CEPPI

Kabgayi, la semaine dernière. Trois réfugiés tutsis tentent de se protéger du froid dans un camp du sud du Rwanda.



Corinne Duha / Reuters